

Macron continue à trahir : porte ouverte à la Macédoine et à l'Albanie dans l'UE malgré ses promesses !

écrit par Antiislam | 6 avril 2020



Tout Français, un peu conscient, constate que l' "UE" est une vaste escroquerie, incapable de protéger les peuples en cette période de pandémie.

N'importe !

Comme des canards sans tête, les Eurocrates ont décidé, en pleine crise, au moment où leur incapacité est si grande, d'ouvrir les négociations d'entrée de la Macédoine et de l'Albanie dans l' UE.

Au moment où tout va si mal en Europe, voilà à quoi s'amuse ces traîtres.

"Marcher sur des Oeufs" nous avait donné des motivations possibles à ces entrées :

<https://resistancerepublicaine.com/2019/11/07/les-americains>

[-susciteront-ils-des-conflits-en-albanie-pour-reprendre-leur-pouvoir-sur-lue/](#)

Et que dire du traître Macron qui avait juré lors des Européennes de 2019 de s'opposer à ces entrées ?

Que dire de l'infâme Loiseau qui jurait à ce moment-là :

« Lorsque j'étais ministre chargée des Affaires européennes, c'est moi qui ai bloqué l'élargissement à l'Albanie et à la Macédoine du Nord. »[#RTLMatin pic.twitter.com/3k6F2L4zbb](#)

– Nathalie Loiseau (@NathalieLoiseau) [May 22, 2019](#)

Voici deux articles successifs de “la Croix” qui montrent les sincérités, tout aussi successives, de Macron :

18/10/2019

Le non d'Emmanuel Macron à l'entrée de l'Albanie et de la Macédoine du Nord dans l'UE

Aucun consensus n'a ainsi pu être trouvé sur l'ouverture de négociations d'adhésion avec ces deux pays, lors du sommet européen qui s'est tenu à Bruxelles, jeudi 17 et vendredi 18 octobre. La France, les Pays-Bas et le Danemark continuent de s'y opposer.

Dans la foulée de cette opposition, le premier ministre de Macédoine du Nord, Zoran Zaev, a demandé la tenue d'élections anticipées.

Emmanuel Macron réclame une réforme des institutions

Le président de la République, Emmanuel Macron, a justifié

son opposition par la nécessité de revoir le fonctionnement de l'UE avant de s'ouvrir à de nouveaux membres.

« Avant tout élargissement, sachons nous réformer », a-t-il dit lors de sa conférence de presse, vendredi. 18 octobre.

Selon lui, le processus d'élargissement, qui *« n'est plus adapté », « trop bureaucratique »* et *« ne parle plus aux peuples »*.

Le chef de l'État a rappelé également que *« tous les progrès réclamés aux deux candidats n'étaient pas là »*. Les détracteurs de l'actuel processus d'élargissement craignent aussi que se renouvellent les problèmes liés à la corruption et à l'indépendance de la justice, que connaissent la Roumanie et la Bulgarie, qui ont adhéré en 2007.

Mais à Bruxelles, cette opposition de la France s'explique d'abord pour des raisons de politique intérieure, liées aux questions d'immigration.

Emmanuel Macron n'a pas éludé le sujet. *« Comment voulez-vous que j'explique à mes concitoyens que le deuxième pays qui demande le plus l'asile politique en France, ce sont des gens qui viennent de l'Albanie ? », a-t-il lancé.*

Le respect d'une promesse

Les partisans de l'entrée de l'Albanie et de la Macédoine du Nord mettent avant les engagements qui ont pris. *« Nous avons fait des promesses à ces pays »,* a expliqué le président du Conseil européen, le Polonais Donald Tusk, en rappelant qu'une *« écrasante majorité des États membres était favorable »* à l'ouverture des négociations avec les deux candidats, qui requiert l'unanimité des États membres.

Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, s'est montré encore plus sévère en dénonçant *« une lourde erreur historique »*. *« Pour être crédible,*

l'Union européenne doit respecter ses engagements », a-t-il souligné.

Un avis partagé par le premier ministre tchèque Andrej Babis. Aucun pays n'a fait autant pour entrer dans l'UE que la Macédoine du Nord. Ils ont changé leur nom, leur constitution, organisé un référendum. Je pense que tout ça est très mauvais », a-t-il affirmé.

La Russie, la Turquie et la Chine à l'affût

Les partisans d'une adhésion de ces pays soutiennent également que le refus de nouveaux membres risque de les pousser dans les bras de la Turquie, de la Chine et de la Russie, qui sont déjà très actifs dans cette partie des Balkans.

Le premier ministre de la Macédoine du Nord, Zoran Zaev, a ainsi averti que ses concitoyens n'accepteraient pas indéfiniment d'être rejetés, alors que le pays a mis en œuvre les réformes réclamées par Bruxelles. Premier ministre albanais Edi Rama a semblé vouloir apaiser les tensions, estimant que *« ce n'est pas une décision contre l'Albanie »*. *« Ne soyons pas pessimistes »*, a affirmé de son côté le premier ministre albanais Edi Rama. *« Les États membres ont reconnu les progrès de l'Albanie, mais tout ceci est le résultat des problèmes internes de l'UE »*, a-t-il expliqué.

Le dossier sera à nouveau évoqué au printemps 2020 lors du prochain sommet UE-Balkans à Zagreb. La Croatie, prochaine présidente de l'UE, compte d'ailleurs faire de l'élargissement l'une de ses priorités.

<https://www.la-croix.com/Monde/Europe/Le-non-dEmmanuel-Macron-lentree-lAlbanie-Macedoine-Nord-lUE-2019-10-19-1201055387>

25/03/2020

L'Albanie et la Macédoine du Nord en route vers l'Europe

Après plusieurs reports, les pays de l'Union européenne ont finalement donné leur feu vert de principe à l'ouverture de négociations d'adhésion avec

Après plusieurs reports, les pays de l'Union européenne ont finalement donné leur feu vert de principe à l'ouverture de négociations d'adhésion avec les deux États des Balkans.

L'Albanie et la Macédoine du Nord en route vers l'Europe

Des négociations sont ouvertes pour l'entrée de La Macédoine du Nord et de l'Albanie en Europe.

« Votre avenir est dans l'UE », s'est félicité Oliver Varhelyi, commissaire européen à l'élargissement mardi 24 mars à l'adresse de la Macédoine du Nord et de l'Albanie, après que les pays de l'Union européenne sont finalement tombés d'accord sur le principe de l'ouverture de négociations d'adhésion avec ces deux petits États des Balkans qui frappent de longue date à la porte de l'UE.

Reste encore aux dirigeants européens à entériner jeudi 26 mars cette décision, prise par les ministres en charge des affaires européennes, et à la Commission de préparer le cadre des négociations avant que ne démarre officiellement le très long processus vers l'intégration européenne.

Un « oui mais » pour l'Albanie

Cet accord met un terme aux tergiversations des États membres sur la question de l'élargissement aux Balkans occidentaux pourtant déclarés « prioritaire » pour l'UE. Cela fait en effet onze ans que la Commission recommande que les négociations démarrent avec Skopje et deux ans avec Tirana.

L'an dernier, la France avait pris la tête de la fronde anti-élargissement avant d'obtenir des procédures d'adhésion à la fois plus strictes et réversibles.

Cette fois-ci l'Allemagne, les Pays-Bas et le Danemark formulent un « oui mais » pour l'Albanie et exigent de Tirana des réformes complémentaires, notamment en matière de loi électorale, de financement des partis politiques et de justice, avant d'entamer les pourparlers.

Début mars, la Commission dressait toutefois un bilan positif des « nouveaux résultats tangibles et durables » obtenus par ces pays.

Pour le politologue Loïc Trégourès, « les États ont peur qu'une fois entrés dans l'UE, ces pays ne dérapent.

Mais cela illustre la défaillance de contrôle démocratique concernant l'état de droit et l'usage des fonds européens. Le problème c'est le fonctionnement de l'UE, pas l'entrée de ces petits États ».

<https://www.la-croix.com/Monde/Europe/LAlbanie-Macedoine-Nord-route-vers-lEurope-2020-03-25-1201086062>

L'Albanie est un pays du Tiers-Monde, gangrené par les mafias où l'islam est probablement très majoritaire (Wikipédia ne sait pas donner d'estimation précise : le chiffre oscille entre 40% et 80% (!) de musulmans).

Pendant que l'Europe crève, les gangsters de l'UE s'occupent à faire entrer dans l'Union le premier pays par le nombre de musulmans du continent européen ...